

PHILIPPE CHALMIN

Professeur, Université Paris-Dauphine, fondateur du Cercle Cyclope

J'ai la charge de vous faire le rapport du deuxième atelier qui était consacré au défi alimentaire. Alors, nous sommes partis tout d'abord d'un constat, le constat qui a été celui des marchés, la flambée des prix mondiaux au printemps 2008 et puis encore durant l'été 2010 avec la multiplication par 2 à laquelle on a assisté des prix du blé et plus récemment du maïs et du soja. Au-delà de toutes les controverses concernant les rôles éventuels de la spéculation ou autres, il faut prendre ces flambées de prix comme un message d'alerte des marchés. Un message d'alerte sur ce que nous avons considéré comme le défi majeur du 21^{ème} siècle, c'est-à-dire le défi alimentaire. Même en tenant compte de perspectives démographiques un tout petit peu plus optimistes comme l'avait évoqué Jean de Kervasdoué hier, il n'en reste pas moins qu'en deux générations la planète va devoir être capable de multiplier par deux sa production agricole pour satisfaire nos ou leurs seuls besoins alimentaires sans tenir compte d'ailleurs de tous les éventuels besoins énergétiques. Ceci dans un contexte dans lequel il y a peu de terres nouvelles à défricher. Il ne faut pas trop se faire d'illusion. Donc, le véritable défi, ça va être de multiplier par 2 les rendements moyens de la planète.

Alors, pour évoquer ce défi, nous sommes passés par deux expériences : le cas de l'Inde et celui du Kazakhstan.

Le cas de l'Inde a été tout à fait merveilleusement présenté par Monsieur Thorat et il faut rappeler que l'Inde, c'est quand même la grande réussite de la révolution verte. Le grand défi alimentaire de l'Inde, ce fut dans les années 60-70-80 de parvenir, pour 1,4 milliard d'êtres humains, à arriver à l'autosuffisance alimentaire. Ils y sont parvenus. On en a gardé l'idée de la révolution verte, le prix Nobel de Norman Borlaug. C'était essentiellement une révolution technologique, l'introduction de nouvelles semences hybrides à haut rendement. C'était effectivement une partie de la chose. Ce qu'on avait oublié, c'est qu'à côté, l'Inde a été capable de mettre en place une véritable politique agricole et rurale qui a survécu contre vents et marées et contre les injonctions washingtoniennes banques et fonds, en particulier durant toute une période. Ce qui explique notamment qu'il n'y ait pas eu en Inde les émeutes de la faim que l'on a connues en 2008 dans de très nombreux pays du monde. Néanmoins, l'Inde est en train manifestement de remettre sur le métier sa politique agricole, non plus d'ailleurs dans un objectif d'autosuffisance, mais dans un objectif global de sécurité alimentaire. Il y a encore 150 millions d'Indiens qui souffrent de pauvreté alimentaire.

Très différent, le cas du Kazakhstan. Il vous a été présenté par Monsieur Umarov. Le Kazakhstan qui était le grenier à céréales de l'ex URSS. C'était là que Kroutchev avait développé l'opération des terres vierges du Kazakhstan avec les succès plus ou moins grands qu'il avait rencontrés et ce qui est frappant dans le cas du Kazakhstan, c'est son spectaculaire rebond après la chute de l'URSS. Le Kazakhstan est devenu aujourd'hui un des grands exportateurs mondiaux et représente un potentiel, en termes de nouvelles terres à développer, d'investissements à attirer tout à fait importants.

De ceux deux exemples et puis il y en a eu un certain nombre durant la discussion, que conclure ? Pour répondre à ce défi alimentaire, il n'y a pas une, mais il y a des solutions. Alors, bien entendu, on pense immédiatement aux solutions technologiques. Nous avons, bien entendu, évoqué la problématique des OGM, la problématique globale des biotechnologies. Aujourd'hui, comme on le fait dans certains pays et y compris un pays au Nord du Maroc, de l'autre côté de la Méditerranée, il est absurde de tourner le dos à ce genre de nouvelles technologies, même si elles ne sont pas l'unique solution, même si elles posent aussi des problèmes, notamment en termes de domination du marché par un acteur devenu pratiquement incontournable. Mais il est clair que les biotechnologies bien encadrées font partie des

solutions. Nous avons évoqué aussi toute la problématique des meilleures utilisations des techniques actuelles, notamment la problématique d'une deuxième génération d'engrais. On sait aujourd'hui que l'on pourrait beaucoup, beaucoup mieux utiliser les engrais azotés avec des conséquences beaucoup plus positives sur l'environnement. Ce n'est pas un hasard sur cette problématique des engrais de signaler à tous les financiers de la salle qu'aujourd'hui, la principale OPA mondiale, elle est dans le secteur des engrais. C'est BHP le numéro un de la mine dans le monde qui a fait une OPA hostile contre PotashCorp le numéro un canadien de la potasse. Je vous rappelle que la potasse est un des éléments fondamentaux des trois éléments fondamentaux des engrais.

Il faut quand même dire un mot du troisième : les phosphates, surtout que nous sommes au Maroc, sur lesquels il y a eu des polémiques : allait-on atteindre une sorte de plafond, de Peak Phosphate comme il y a eu un Peak Oil, etc. ? Les études à notre disposition montrent que ça n'est pas le cas, qu'il y a 300 à 400 années de réserve. Néanmoins, qu'au fil du temps, la place du Maroc va devenir de plus en plus incontournable et qu'il y a là un challenge pour le Maroc d'être le fournisseur de référence de la planète, tant les phosphates sont totalement indispensables. Donc, des solutions techniques, il y en a. Mais, et je crois que c'est ça qui était important dans cet atelier, c'est de bien voir qu'il n'y a pas que la technique, qu'il faut aussi s'intéresser à la problématique des politiques agricoles et rurales, que le défi, notamment alimentaire de l'Afrique subsaharienne, c'est de recréer des politiques agricoles dignes de ce nom, avec des garanties de prix aux producteurs, avec sur le modèle indien des systèmes de crédit de manière à réintégrer les agriculteurs dans des systèmes financiers. Là, se pose une vraie question. Il y a deux individus qui peuvent payer la politique agricole : le consommateur ou le contribuable. Le consommateur par des prix élevés et le contribuable par des subventions. Que fait-on dans les pays où les consommateurs sont trop pauvres et où il n'y a pas de contribuables ? Là, nous n'avons pas trouvé la solution. Si ce n'est éventuellement, bien entendu, celle de l'aide internationale comme le font aujourd'hui des fondations comme Gates en Afrique de l'Ouest.

Troisième piste, c'est celle de la gouvernance mondiale. Alors là, on part de rien. Il n'y a pas de gouvernance mondiale dans ce domaine. La FAO est une structure non existante. Même si l'on doit, bien entendu, saluer l'efficacité du programme alimentaire mondial qui permet de résoudre des situations, mais qui *de facto* sont des situations qui ne peuvent être que d'urgence. Là, nous entendrons peut-être un petit peu plus tard dans la matinée avec intérêt Jean-David Levitte puisque, dans le programme français du G8-G20 de l'année prochaine, on sait que la problématique de la régulation agricole... Alors, en France, que met-on derrière le mot régulation ? Est-ce que c'est stabilisation ou est-ce que c'est encadrement ? Cette problématique, en tout cas, est au cœur des projets de la présidence française du G8 et du G20.

En conclusion, je voudrais reprendre les mots que nous a dit Monsieur Thorat. Monsieur Thorat, vous l'avez entendu hier. Il avait posé une question à Jean-Claude Trichet, c'est un banquier central indien. L'Inde est un pays fascinant. La banque centrale de l'Inde se préoccupe de politiques agricoles et a joué même un rôle central dans toute l'édification du système du crédit rural. Je ne demande pas à Jean-Claude Trichet, bien entendu, de s'occuper de la politique agricole commune. Je me demande si beaucoup de banques centrales de pays en développement ne devraient pas remettre l'agriculture au cœur de leurs préoccupations. Il nous a dit qu'il fallait lutter contre les usures, contre les fatigues. Je vais le dire en anglais : *we have to fight against fatigue, fatigue of lands, fatigue of sciences, fatigue of policies*. Nous avons à remettre sur le métier tout l'ouvrage qui est aujourd'hui marqué par l'usure, l'usure des technologies, l'usure des politiques. Je crois que c'est un très beau message pour ce qui reste. Je ne nie pas l'importance des défis énergétiques et climatiques. Le paradoxe est qu'au 21^{ème} siècle, comme dans bien des siècles du passé, le problème de nourrir les hommes reste la question centrale d'une humanité qui, dans deux générations, se comptera entre 8 et 9 milliards.